

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boîte Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 68
JEUDI 30 JUILLET 1970

EXORBITANTES AUGMENTATIONS AU PROFIT DES MONOPOLES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

ACTION POLITIQUE DE MASSE !

ÉDITORIAL

A L'HEURE OU le gouvernement des monopoles frappe les travailleurs, par un nouveau train de hausse, diminuant sans cesse leur pouvoir d'achat : augmentation du gaz de 5 %, de l'électricité de 3,5 %, des loyers, etc., sans parler des hausses continues des produits alimentaires.

A L'HEURE OU il parle du « déficit » de la Sécurité Sociale ; n'y aurait-il pas des patrons qui aient des dettes envers cet organisme ? Souvenons-nous que dans un des précédents gouvernements de la V^e République, M. Grandval ministre du Travail devait la coquette somme de 80 millions d'anciens francs à la Sécurité Sociale. Il est vrai que sous le régime de la dictature bourgeoise, l'appareil de répression (C.R.S., police, gendarmes, armée de métier, etc.), ne connaît jamais de déficit, et que, des sommes de plus en plus importantes lui sont attribuées, prélevées sur le Trésor Public autrement dit sur les impôts payés par la classe ouvrière.

A L'HEURE OU est écrit cet article, l'augmentation des tarifs de transports de la R.A.T.P. est envisagée par ce même gouvernement et, pour les mêmes motifs : « déficit ». En 1966 le carnet de métro qui était à 3,70 F est passé en 1967 à 6 F, puis en Février 1970 à 7 francs et pour août 1970 il serait à 8 F, soit une augmentation de 116,21 % par rapport à 1966.

Où passe donc l'argent ? sûrement pas dans les salaires ! La presse dite d'information n'est pas bavarde à ce sujet, l'O.R.T.F. non plus d'ailleurs. Exigeons des explications, exigeons des comptes ! Luttons contre les hausses ! Tous ensemble agissons à la Base et dans l'Action !

A CETTE MEME HEURE, l'augmentation du pain et du lait est également envisagée par les ministres monopolistes.

Et à ce même moment que voyons-nous ?

Le scandale des abattoirs de la Villette situés à Paris 19^e que l'on parle de démolir, qui ne sont en service que depuis 2 ans et dont le coût des travaux s'élève à 1 milliard de francs. Là les politicards monopolistes ne parlent pas de déficit et vont jusqu'à prendre les français pour des « imbéciles » ne connaissant pas les responsabilités.

Le responsable, c'est le pouvoir des monopoles qui dilapide l'argent du Trésor Public. Mieux, le marché de la viande serait transféré à Rungis ! Non ! Les travailleurs français et immigrés, la classe ouvrière opprimée par les exploités capitalistes ne seront pas plus longtemps dupés.

Tous ensemble, unis à la Base et dans l'Action, ils agiront contre la politique monopoliste.

Mais aussi, pendant ce temps, les valets des monopoles prennent leurs plumes, pour signer un certain nombre d'accords (mensualisation, formation et perfectionnement professionnels, contrat de progrès, intéressement), qui confirment leur intégration à la « Société Nouvelle » des Pompidou-Chaban-Delmas et consorts.

Se vautrant dans la collaboration de classe, les directions syndicales révisionnistes de la C.G.T., les directions syndicales réformistes de la C.F.D.T., F.O., ces chiens galeux à la solde des monopoles (1), infiltrés dans le mouvement ouvrier mettent l'étouffoir sur les revendications principales de la classe ouvrière (les 40 heures immédiatement ; la retraite à 60 ans ; à travail égal salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés ; l'abolition des cadences, etc.). Ils méprisent aussi la revendication de droits syndicaux et politiques égaux pour les travailleurs immigrés.

Après avoir signé les accords du 10 février 1969 sur la « Sécurité » de l'emploi (2) ces valets

s'enlissent un peu plus dans le marais de la collaboration de classe. Ils viennent de signer le 9 juillet des accords sur « la formation et le perfectionnement professionnels », qui correspondent à la ligne du 6^e plan. Ces accords permettent aux monopoles d'utiliser la main-d'œuvre, suivant les besoins de l'exploitation capitaliste.

Le Journal Officiel de juillet 70 sur le 6^e plan déclare : « La mobilité de la main-d'œuvre, condition essentielle d'un bon fonctionnement du marché du travail, est beaucoup plus importante qu'on ne le prétend généralement. »

Et voilà, tout le monde est d'accord, les monopoles et les directions syndicales, sauf bien entendu les travailleurs qui rejettent de plus en plus cette mystification des syndicats soit-disant représentatifs. Par exemple au 26^e congrès confédéral de 1946, la C.G.T. comptait 5.500.000 adhérents et au 37^e congrès confédéral en 1969 la C.G.T. comptait 2.301.453 adhérents.

Ces chiffres parlent, Camarades ! Il ne suffit plus, comme il n'a jamais suffi de lutter sur le seul plan économique, notre combat de classe doit surtout être mené sur le plan politique.

A nous les Travailleurs les plus avancés de rejoindre l'avant-garde de la classe ouvrière, cet état-major de combat du prolétariat.

A nous Travailleurs de nous organiser sur de solides bases de classe pour en finir avec le pouvoir monopoliste exploiteur.

En Avant vers la Révolution Socialiste !

En Avant sous le drapeau de Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao Tsétoung !

(1) « L'or des monopoles » dans « l'Humanité Rouge » de juillet 1970

(2) Accords sur l'emploi : les bonzes s'intègrent au système capitaliste ; article paru dans « l'Humanité Rouge » numéro spécial du 1^{er} mai 1969.

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION POLITIQUE DE LA SURVIE DE L'HUMANITÉ ROUGE

— CAMARADES REGLEZ VOS DETTES A L'H.R.

Un certain nombre de CDHR n'ont pas encore compris la nécessité politique d'un règlement rapide de leurs dettes vis-à-vis de leur journal. Parmi ceux-ci citons : Nantes, St-Chamond, Orléans, Rodez, Limoges, Tours, etc. D'autres régulent régulièrement chaque semaine leur vente tels : Melun, Montpellier, Boulogne, Saint-Etienne, Reims, Villefranche, Toulouse, etc.

Pourquoi un tel état de fait ? Parce que certains camarades ont compris qu'H.R. qui ne vit d'aucune subvention publicitaire et qui ne compte que sur ses propres forces, devait régler ses dettes envers ses imprimeurs, son compositeur et envers les ouvriers qui travaillent dans ces entreprises. Parce que les CDHR qui régulent régulièrement leurs dettes ont compris l'importance de faire vivre le journal qui est le leur. Malgré tous ses défauts (et l'amélioration de celui-ci ne pourra également être que le fait de la participation de chacun), ils ont compris l'importance politique de l'outil qui, entre nos mains, nous fait un devoir de prendre sérieusement à bras le corps cette tâche.

H.R. UNE FOIS DE PLUS EST EN PERIL à cause du non-règlement de journaux et des brochures (la totalité des dettes d'H.R. correspond au non-règlement des CDHR, journaux et brochures qu'ils ont pris).

— ET PARTICIPER A LA VIE DU JOURNAL.

Il est inadmissible que des

Marxistes-Léninistes ne prennent pas conscience de cette tâche capitale qu'est la diffusion régulière de nos idées face à toute la presse et radio bourgeoise. On peut toujours se plaindre de la qualité politique du journal, mais ce n'est pas en refusant ou en négligeant de régler ses dettes que l'on pourra en améliorer la diffusion. Le niveau politique du journal doit être également pris en main par tous les CDHR qui doivent organiser un réseau de correspondant (lire Lénine et la Presse) qui ont pour tâche principale d'envoyer des échos de luttes dans leur secteur, des articles sur les luttes en cours avec leur origine, leur développement et la suite donnée à ces luttes, correspondant qui doivent envoyer des bilans en direction de la classe ouvrière et des autres couches travailleuses de leur région, des échos des meetings qu'ils font, des collages qu'ils effectuent, des articles théoriques sur tel ou tel point de la ligne défendue par H.R. Ce n'est pas le Comité de Rédaction qui peut faire des articles sur les luttes en cours ou sur leur développement alors qu'il n'est pas sur place. Le Comité de Rédaction a pour tâche de sélectionner les meilleurs articles, présentant un caractère authentique de lutte de classes et pouvant faire avancer la lutte de la classe ouvrière en France. Ces articles doivent être vivants, écrits par des ouvriers dans la majorité des cas, les articles ayant trop souvent une forme intellectualiste. Ils doivent être écrits en termes simples

compréhensibles par la plus grande proportion des masses. C'est seulement lorsque cette tâche capitale pour le développement de nos idées sera prise en main par nous, qu'H.R. s'améliorera et qu'il aura un écho de plus en plus grand parmi les masses. Rejetons l'idée que si l'H.R. ne correspond pas à ce que nous en attendons, cela est dû au Comité de Rédaction. Sachons faire notre auto-critique et voir si nous avons tous fait ce qu'il fallait pour que notre journal vive et se développe tant sur le plan politique que sur le plan financier. Prenons des initiatives pour le développement de notre presse révolutionnaire ; développons une campagne d'abonnement systématique, développons une campagne de soutien régulier à notre H.R.

La bourgeoisie qui elle a bien senti le danger que représente la diffusion de l'idéologie prolétarienne, tente une fois de plus de nous supprimer en frappant à la caisse (les deux procès en cours (voir article) en sont une preuve de plus).

Répondons à cette nouvelle offensive en étant nous même offensif.

Attaquons l'idéologie bourgeoise en défendant notre presse et en impulsant sa diffusion.

Prenons fermement ces tâches en main.

L'HUMANITE ROUGE VIVRA !

VIVE LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE !

VIVE L'HUMANITE ROUGE !

BETTENCOURT (Suite de la page 4)

veraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique, et à lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme. Notre politique extérieure prolétarienne n'est pas subordonnée à des raisons de convenance temporaire ; nous l'appliquons depuis longtemps et sans défaillance. C'est ainsi que nous avons agi dans le passé, et que nous continuerons d'agir à l'avenir... »

Qui d'ailleurs des gouvernants français capitalistes ou des dirigeants communistes chinois bénéficieront du plus grand avantage à cette coexistence pacifique ? Si l'on prend en considération la situation internationale actuelle, les menaces d'agression lancées contre la Chine aussi bien par les impérialistes américains que par les sociaux-impérialistes russes autorisent une première réponse. Il n'est pas douteux que la réception de Bettencourt à Pékin n'est pas de nature à faciliter la solution des contradictions inter-impérialistes qui opposent les groupes monopolistes français et américains. Et l'appel du Président Mao : « *Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais* » mérite d'être rappelé en cette conjoncture. La recherche de marchés extérieurs, prévue dans le VI^e Plan de notre Etat capitaliste au service des groupes monopolistes, s'inscrit dans le cadre d'une lutte sans merci avec l'impérialisme américain au niveau international. Il est tout à fait naturel, dans ces conditions, que la Chine populaire ne reste pas indifférente à la possibilité de neutraliser, au moins temporairement, l'impérialisme français dans la mesure où il ne manifeste aucune agressivité à son égard et prend ses distances à l'égard des entreprises d'hégémonie mondiale des Etats-Unis.

Au surplus, la reprise de relations actives entre Pékin et Paris, sous le signe de la coexistence pacifique léniniste, n'est pas particulièrement appréciée à Moscou comme au siège du Comité central du P. « C. » F.

Relevons enfin qu'au sein même de la bourgeoisie française existent à ce sujet des divergences évidentes.

L'interview de Marcellin au journal « *Combat* », le 10 juillet dernier, est apparue comme une nouvelle incongruité politique du ministre de l'Intérieur, bien qu'il ait tenté de se rétracter par rapport à ses précédentes déclarations désignant implicitement le Président Mao comme chef d'orchestre mondial des partis qualifiés par lui de « *maoïstes* ». Ce réactionnaire fascisant n'en est que plus ridicule dans sa tentative d'agiter l'épouvantail traditionnel qui attribue à la mystérieuse main de l'étranger l'organisation des luttes politiques de notre peuple contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Certes, il ne s'agit que de divergences de tactiques et non de fond, et le double jeu de la bourgeoisie française n'a rien d'assez subtil pour susciter des illusions chez des interlocuteurs aussi expérimentés que les gouvernants chinois. De ce point de vue nous accordons notre totale confiance aux dirigeants d'un Parti qui a toujours su manier la tactique avec la plus grande habileté, et qui a toujours excellé dans l'art de désigner la cible principale des coups à porter tout en s'efforçant de l'isoler.

Aujourd'hui tout doit être fait pour frapper efficacement au niveau mondial l'ennemi des peuples du monde, l'impérialisme américain, tout doit être fait pour accentuer son isolement en vue de précipiter son effondrement.

Si se confirme dans les mois à venir la visite en France d'un représentant de la République populaire de Chine, nous nous en réjouissons car nous distinguerons en lui un membre éminent du glorieux Parti Communiste Chinois, un compagnon de combat du Président Mao et nous appellerons le peuple révolutionnaire de France, Français et immigrés étroitement unis, à l'accueillir comme tel.

En disant « *oui à la coexistence pacifique de type léniniste* », nous sommes parfaitement à l'aise pour proclamer : A bas l'impérialisme américain !

A bas l'impérialisme, le capitalisme et le néo-colonialisme français !

A bas la bourgeoisie monopoliste et réactionnaire !

Vive la solidarité des communistes chinois et français, l'amitié des peuples chinois et français fondées sur l'internationalisme prolétarien !

En avant vers les 15 millions

	Total précédent	141 730,66 F
C.D.H.R. Toulouse	Toulouse	20 F
Anonyme	Toulouse	10 F
M.J.	Grenoble	60 F
C.D.H.R.	Marseille	64,55 F
Un technicien Fac de Sciences	Paris	50 F
Cercle Eugène Varlin (mai-juin)	Paris	210 F
C.D.H.R.	Perpignan	25 F
Un médecin parisien	Paris	500 F
B.L.B.	Paris 12 ^e	70 F
Anciens résistants (juillet)	Paris 11 ^e	20 F
C.D.H.R.	Versailles	140 F
C.D.H.R.	Saint-Maur	626 F
Un ouvrier	Saint-Maur	3 F
C.G.	Neuilly Plaisance	40 F
R.J.F.	Nancy	100 F
C.D.H.R.	Clignancourt	30 F
C.D.H.R.	Montrouge	100 F
C.D.H.R. la Cayolle	Marseille	23,50 F
Souscription à la librairie populaire	Lyon	86 F
Sympathisant H.R.	Saint-Maur	10 F
C.D.H.R.	Toulouse	57 F
C.D.H.R. (juin)	Brie Comte Robert	150 F
C.D.H.R.	Melun	30 F
C.D.H.R. André Marty	Paris 13 ^e	30 F
Une vieille militante communiste	Versailles	18,50 F
C.D.H.R.	Decazeville	25 F
Anonyme	Paris	75 F
C.P.	Choisy-le-Roi	25 F
C.D.H.R. (juin)	Noisy-le-Sec	450 F
Un cheminot parisien ancien membre du Front National	Paris	50 F
R.L. (juillet)	Var	10 F
C.V.	L'Absie	100 F
D.D.	Paris	7 F
S.P. (juillet)	Paris 19 ^e	60 F
I.M.L. Breton	Bretagne	20 F
D.N.	Allos	10 F
R.D.	Paris	15 F
C.D.H.R.	Reims	45 F
P.P.M.	Paris 20 ^e	60 F
C.D.H.R.	Grignon	45 F

Total arrêté au 24/7/70

145 201,21 F

Vu le nombre de pages réduit de ce numéro, le Secours Rouge est reporté au numéro 69 du début septembre.

L'HUMANITE ROUGE EST EN DANGER

Deux articles de l'H.R. sont une nouvelle fois la cause de deux plaintes contre X, plaintes lancées, semble-t-il, par le ministre de l'Intérieur Marcellin, contre notre presse communiste marxiste-léniniste. Dans le n° 61 de H.R. nous avons attaqué le CGTiste Bordenave en des termes déplaisants pour la bourgeoisie et ses valets.

Dans le n° 62 de H.R. nous avons publié un article « *Halte à la chasse aux sorcières* » où nous dénoncions certaines méthodes de la police notamment dans la région de Grenoble.

Bien qu'actuellement ces deux plaintes n'en soient qu'au stade de l'enquête, nous appelons tous les CDHR à se mobiliser pour riposter efficacement à cette nouvelle attaque du Pouvoir et de ses complices.

POLYTECHNIQUE :

Une citadelle qui se lézarde

L'Ecole Polytechnique forme les cadres dits supérieurs et grassement payés de la bourgeoisie. On justifie d'habitude le haut salaire du polytechnicien par ses compétences, on affirme ne l'avoir recruté que pour ses aptitudes aux mathématiques et à la physique ; le rôle du polytechnicien serait purement technique, il ne faudrait pas croire qu'il aurait pour fonction de préserver l'ordre établi, d'organiser l'exploitation capitaliste, d'assurer la répression... Et pourtant, la durée et la nature des études préparatoires fonde le recrutement sur des critères d'origine sociale plutôt que de compétence. Et pourtant, l'Ecole Polytechnique est une école militaire, soumise à la discipline militaire, dirigée par un général, dépendant du ministère des armées. Et pourtant, un élève de l'Ecole, envoyé, comme il est de règle, en stage dans une usine, fut soupçonné de s'être trop intéressé à la condition ouvrière et d'avoir manifesté à l'égard de ses victimes curiosité et peut-être même sympathie. Par soupçon, répétons-le, sans l'ombre d'une preuve, mais on ne doit pas prendre de risque : pour des propos qu'il aurait peut-être tenu, l'élève Postel-Vinay a été condamné à vingt jours d'arrêts de rigueur par le Conseil de discipline de l'Ecole qui a en outre demandé son exclusion au ministre Debré. Par ces mesures la bourgeoisie réaffirme clairement le rôle qu'elle entend assigner à ses grandes écoles. Mais elle montre aussi son désarroi en pratiquant une répression maladroitement où elle viole une fois de plus sa propre légalité et qui solidarise contre elle trois cent polytechniciens, la moitié de l'effectif total. Dernier enseignement de cette affaire : la dénonciation provenait de la fusine, mais non pas de la direction : elle était le fait d'un délégué syndical...

FRONT OUVRIER

CONCILIATEURS OU COLLABOS ?

L'opération de séduction lancée par le P.«C.»F. en direction des ingénieurs, cadres et technocrates continue avec l'édition d'un dépliant luxueux — supplément à I.T.C. de mai 1970.

UN TITRE QUI ANNONCE LA COULEUR

Son titre : « *La Révolution Scientifique et Technique* » est déjà très évocateur.

Ce n'est pas un hasard si les publicistes révisionnistes emploient le mot « révolution » pour désigner le développement et les progrès scientifiques et techniques de notre époque. Bien au contraire, chaque mot et adjectif de ce dépliant sont choisis avec soin, selon les meilleures règles de la publicité choc et séduction en direction du milieu prospecté.

Nous savons qu'en leur temps, Marx, Engels ont employé le terme « révolution industrielle » pour désigner le bond surgi dans la production du fait du développement du machinisme rendu possible par le renversement de la féodalité.

Il est à remarquer que nos grands maîtres tiraient de cette remarque la conclusion que la loi de la correspondance entre les rapports de production et les forces productives conduisait à la révolution sociale ; à la propriété sociale des moyens de production.

Comme on le sait, cette analyse géniale est maintenant réalisée, en Chine et en Albanie.

Mais ce n'est pas la démarche des révisionnistes de « I.T.C. ». Au contraire, c'est l'inverse : une révolution en rend une autre inutile... la révolution « industrielle et technique » débouche sur l'évolution et l'amélioration de la condition ouvrière.

En fait, ils ne parlent guère autrement que Pompidou et Chaban, et les autres...

En fait, pour les révisionnistes de « I.T.C. », parler de révolution à ce propos, c'est galvauder un terme de classe, le vider de son sens profond, adopter le vocabulaire superficiel et pseudo-scientifique des milieux petit-bourgeois de la France contemporaine.

Comme on le sait, le mot « révolution » désigne abusivement, aussi bien la rotation sans histoire d'un satellite que la sortie d'un spectacle à succès dans le langage pré-

tentieux et ridicule des bourgeois de notre époque. Mais adopter un langage n'est le plus souvent que le reflet de l'adoption d'un point de vue... Chaque classe et couche a son « argot » à elle, qui reflète sa philosophie.

Nous comprenons très bien que les penseurs de la bourgeoisie soient intéressés à étendre l'emploi d'un terme de classe pour le vider de son contenu, bref, pour le confisquer aux masses et se l'approprier.

Que les partisans de la « démocratie avancée » et du passage pacifique (!!!) s'alignent et adoptent une révolution « rectiligne ou circulaire » qui est la négociation du passage par bond et du contenu antagoniste de toute chose, ne nous surprend plus : leurs idées s'étant alignées, leur langage s'aligne...

A nos lecteurs qui seraient tentés de dire : « Vous exagérez, il y a bien d'autres choses à dire sur eux — et nous sommes d'accord — pour quoi faire un tel procès sur un mot ? ». A ces camarades, nous répondons :

Ce procès sur un mot est fondé. Il est fondé sur notre propre idéologie de classe. Il est fondé en fonction de notre but.

Il reste exact que notre grand maître J.V. Staline, dans une étude intitulée : « de la linguistique » signalait très justement que les mots émergent d'un passé qui les a façonnés au travers des contradictions de l'histoire. Mais que notre grand Staline n'est-il vivant ! Avec quelle âpre verve fustigerait-il les faussaires qui prostituent aujourd'hui ce qui fut le sens de toute sa vie !

Afin de démontrer que notre polémique n'est ni mesquine ni superficielle, citons *in-extenso* le dernier paragraphe du 2^e volet du dépliant :

« Elle — la révolution scientifique et technique — ouvre d'immenses possibilités de satisfaire progressivement les besoins matériels et spirituels de la société ».

N'est-ce point opposer une pseudo révolution à la nécessaire et inévitable révolution sociale ? N'est-ce point répandre dès illusions sur un passage insensible et pacifique au socialisme ?

N'est-ce pas tomber dans l'évolutionnisme vulgaire et le réformisme ouvert ? N'est-ce pas très clair ? La suite du dépliant nous confirme

dans cette certitude et éclaire l'opportuniste démesuré du Parti révisionniste.

En effet, le 3^e volet du dépliant évoque, outre la planification et les nationalisations des « secteurs clés » — tenez-vous bien : « la satisfaction progressive des revendications des travailleurs ». N'est-ce pas assez clair ?

Nous ne sommes donc pas surpris de la conclusion de ce 3^e volet : « tous ces facteurs concilient les exigences de la révolution scientifique et technique, l'intérêt national, l'intérêt de tous les travailleurs » (!!!)

CONCILIATEURS OU COLLABOS ?

Vraiment les rédacteurs de ce dépliant — avec bulletin d'adhésion — publicitaire ont trempé leur plume dans du miel pour séduire ces petits-bourgeois, ITC, comme ils disent, E.T.A.M., comme disent les singes...

Et pourtant, ils savent bien que ces gens sont pour l'essentiel les chiens de garde du capital dans les entreprises et les services publics.

Conciliateurs de l'inconciliable, vous avez trempé votre plume dans du fiel contre la classe ouvrière, victime directe des couches favorisées et pourries dont vous recherchez l'alliance. Mais vous ne réussirez jamais à faire accepter par notre classe la surexploitation que camoufle votre « révolution » scientifique et technique, antithèse du terme de Marx-Engels !

Conciliateurs, en acceptant implicitement la productivité et les cadences infernales pour les ouvriers de France, vous ne faites que vous aligner sur la tendance des renégats de Moscou qui poussent, eux aussi, à l'exploitation accrue de l'ouvrier soviétique !

Conciliateurs, vous êtes des ennemis bien réels de la révolution, puisque partisans du *statu quo* et de l'évolution. Les lois de la nature sont révolutionnaires et vous condamnent !

Conciliateurs, en recherchant l'alliance d'une couche privilégiée, vous êtes contraints d'abandonner le masque de défenseurs de l'ouvrier !

Conciliateurs révisionnistes, si vous étiez restés des marxistes-léninistes, vous n'auriez pas oublié que seule la révolution sociale libère les forces productives !

Un ouvrier marxiste-léniniste.
* Soulignés par nous.

LES CHIFFRES PARLENT, LES POURCENTAGES MENTENT

D'après les statistiques officielles portant sur les 259 articles, l'augmentation des prix est de 2,1 % en avril et de 2,6 % en mai. D'après la C.G.T., elle sera de 3 % en juin et d'au moins 6 % pour l'année 1970. A coup sûr c'est le moins qu'on puisse en dire. L'augmentation des salaires à l'E.G.F., d'après les syndicats, sera de 8 % pour les basses échelles et de 6 % pour les hautes échelles ; la direction de la C.G.T. dans un tract en déduit « qu'il y a une légère amélioration des plus bas salaires (2 %) n'intéressant qu'un petit nombre d'agents et, pour la plus grande partie, la progression serait de l'ordre de 1,50 % à 1 % et inexistante pour les cadres ». Ce paragraphe n'est pas pour déplaire aux agents des catégories élevées qui vont toucher par exemple une augmentation de :

$$4\ 000\ F \times 6\ \% = 240\ F$$

alors qu'une basse catégorie aura par exemple :

$$1\ 000\ F \times 8\ \% = 80\ F$$

CONCLUSION : les chiffres parlent, les pourcentages mentent !

Bien que l'augmentation des prix ne soit pas connue pour l'année 1970, on peut dire que le pouvoir d'achat des travailleurs des industries électriques et gazières n'aura pas augmenté.

Quoi qu'il en soit, malgré les cris effrénés de F.O. qui jure à qui veut l'entendre que le contrat de progrès est une réussite et que la C.G.T. a trahi en ne signant pas, malgré la C.F.D.T. qui dissimule au mieux les résultats en parlant en pourcentages, malgré les dirigeants C.G.T. qui sur papier savent « critiquer, proposer et construire » surtout au bénéfice des cadres et qui, dans la réalité jouent les pleureuses dans les négociations, les travailleurs ne sont pas dupes, car ils savent au fond d'eux-mêmes qu'on n'a jamais rien sans rien, que les patrons ne donnent que si on leur met le couteau sous la gorge et cela on ne le peut que par la grève.

Justement la grève qui peut la mener ? La C.F.D.T., l'U.N.C.M. et F.O. se sont liés les mains en signant les contrats de progrès qui ne paient même pas. Les dirigeants C.G.T. lors du refus du contrat de progrès par le référendum du 14 janvier avaient annoncé qu'au cas où les agents s'opposeraient à l'accord, ils continueraient l'action. Cette action cela fait six mois qu'on l'attend et maintenant c'est les vacances. A coup sûr on aura droit à la petite journée de grève de 24 heures à la rentrée, et encore c'est pas certain !

La seule action possible c'est celle qui partira des travailleurs eux-mêmes, soit au sein de leur syndicat local, si celui-ci n'est pas sous l'emprise des réformistes et des révisionnistes, soit tout simplement sans organisation syndicale officielle ; avec des syndiqués et des non-syndiqués.

Il est temps que chaque camarade qui prend conscience que la lutte classe contre classe est maintenant mise au rancart par toutes les organisations syndicales au profit d'une collaboration toujours plus étroite avec les patrons, entreprenne où qu'il soit et au plus vite, son travail militant de reconstruction du syndicat rouge du prolétariat.

Mais surtout qu'il n'oublie pas que cela passe d'abord par la destruction des idées révisionnistes et réformistes, c'est-à-dire des idées bourgeoises implantées au sein de la classe ouvrière.

Camarades ouvriers comptons sur nos propres forces et organisons-nous à la base et dans l'action.

Comité d'action E.D.F. RET 1 Paris

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

QUI SONT LES BRISEURS DE GREVE ?

« Les représentants des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont décidé la reprise du travail à l'usine Idéal-Standard, à Autun, après trois semaines de grève. Les neuf cent treize salariés de l'usine étaient appelés, mercredi, à se prononcer sur les propositions de la direction : versement d'une indemnité forfaitaire de 30 F, d'une prime de vacances de 120 F et augmentation des salaires de certaines catégories d'ouvriers. Ont participé au scrutin 397 personnes ; 245 se sont prononcées pour la continuation de la grève, et 139 pour la reprise du travail. Malgré ce vote, les délégués ont estimé qu'il était « judicieux d'arrêter la grève pour préserver la combativité du personnel ».

(Extrait du « Monde » du 26 juin). Sans commentaires, n'est-ce pas ? La voilà, l'unité au sommet des syndicats, le front commun ! La voilà, la démocratie syndicale si chère à la C.G.T. et à Krasucki !



RÉCEPTION DE BETTENCOURT EN CHINE

MANIFESTATION DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE LÉNINISTE

Plusieurs dizaines de millions de travailleurs et étudiants chinois, dirigés par le glorieux Parti Communiste Chinois, ont manifesté concrètement leur solidarité au peuple français révolutionnaire lors des grandes luttes de mai-juin 1968. D'immenses défilés ont exprimé leur attachement à l'internationalisme prolétarien aux abords les plus immédiats de l'ambassade de France à Pékin.

Depuis lors aucune lutte d'envergure des ouvriers, des paysans travailleurs et des étudiants français contre les conséquences de la politique du gouvernement et de l'Etat au service de la bourgeoisie monopoliste n'est restée sans écho auprès du grand peuple frère, le peuple le plus nombreux de la terre qui constitue l'avant-garde de la révolution mondiale sous la direction du Lénine de notre temps, le Président Mao Tsé toung.

Dernier en date, le combat des étudiants mené contre la répression les 27 et 28 mai derniers a été signalé par l'Agence officielle d'Information Hshin-hua, l'Agence « Chine Nouvelle ».

Et voici que la République populaire de Chine, son gouvernement et le Président Mao lui-même ont reçu un représentant du gouvernement français, le ministre André Bettencourt, qui venait de s'illustrer par la loi du 9 juillet 1970 fixant les principales options du VI^e Plan de l'économie de notre pays, asservi et opprimé par le capitalisme monopoliste d'Etat.

Nous n'hésitons pas un instant à dire que nous approuvons la politique des camarades chinois qui se fonde sur le juste principe léniniste de coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents. Notre combat n'est nullement entravé parce qu'existent des relations d'Etat à Etat entre la grande Chine populaire, bastion du socialisme dans le monde, et la France où nous poursuivons la lutte révolutionnaire en vue d'y remplacer la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat. La coexistence pacifique pratiquée par la Chine selon les enseignements de Lénine n'implique en rien, en effet, quelque abandon de son internationalisme prolétarien vis-à-vis de notre peuple révolutionnaire.

A la veille de la fondation de la République populaire de Chine, le camarade Mao Tsé toung a déclaré :

« Nous proclamons devant le monde entier que ce que nous combattons est exclusivement le système impérialiste et les complots de l'impérialisme contre le peuple chinois. Nous sommes prêts à entamer des négociations avec tout gouvernement étranger pour établir des relations diplomatiques fondées sur les principes de l'égalité, de l'avantage réciproque ainsi que du respect mutuel, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, à condition qu'il soit disposé à rompre ses relations avec les réactionnaires chinois, cesse de conspirer avec eux ou de les aider et adopte à l'égard de la Chine populaire une attitude amicale qui soit véritable et non hypocrite. Le peuple chinois est prêt à coopérer amicalement avec les peuples de tous les pays, à rétablir et à développer le commerce avec l'étranger afin de favoriser la production et de faire prospérer l'économie » (voir Œuvres choisies - Tome IV - page 423 et suivantes, et notamment page 426).

La politique étrangère du gouvernement chinois est une politique de paix, qui n'exclue d'aucune manière le soutien efficace aux luttes engagées de par le monde contre l'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme.

LES CINQ PRINCIPES DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE.

La Constitution de la République populaire de Chine, approuvée en septembre 1954, a trouvé son expression sur le plan des relations étrangères dans l'initiative prise par le gouvernement chinois la même année, lorsqu'il a formulé les célèbres cinq principes de la coexistence pacifique repris et développés en 1955 par la conférence de Bandung.

Cette politique fondamentale a été confirmée par le Vice-Président Lin Piao dans son rapport au IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois le 1^{er} avril 1969.

Rappelons ce que dit alors le plus proche compagnon d'armes du Président Mao (voir ce document - chapitre VII : « Les relations de la Chine avec les pays étrangers ») :

« ... La politique extérieure de notre Parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon le principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents, sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la sou-

(Suite page 2).

INDOCHINE :

MALGRÉ ATROCITÉS ET MASSACRES, LA GUERRE POPULAIRE VAINCRA !

Il y a trois mois, au moment où ses troupes envahissaient le Cambodge, Nixon annonçait que cette intervention permettrait au moins au corps expéditionnaire U.S. de respirer un peu dans les mois à venir. La réalité a balayé ces illusions. Chaque semaine voit au contraire s'affaiblir la position des Américains et de leurs multiples marionnettes, et se renforcer la position des forces révolutionnaires.

COMME DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS

L'administration U.S. est, en effet, de plus en plus isolée. Les récentes révélations sur les atrocités commises dans le bagne de Poulo-Condore ont montré un peu mieux encore à l'opinion publique du monde, et particulièrement à l'opinion américaine, que le régime de Saïgon ne recule devant aucun crime. A Poulo-Condore, hommes, femmes et enfants sont torturés comme l'étaient les prisonniers des camps de concentration nazis. Or, il a été clairement établi que ces crimes sont connus de l'administration U.S., et même qu'ils sont directement financés par elle : Poulo-Condore vit des subventions américaines.

D'autre part, il est de plus en plus évident pour tous que ces crimes ne sont pas isolés, mais qu'ils sont la règle. Après les révélations sur le massacre de Song My, c'est une nouvelle preuve sur la nature de l'intervention américaine.

L'IMPERIALISME US ET SES VALETS SONT DANS UNE POSITION DIFFICILE

Un mouvement de plus en plus large se développe aux U.S.A. contre ces crimes et contre la guerre d'agression. Même au sein des politiciens américains, l'opposition à la politique de Nixon grandit. Le parlement a voté, ces dernières semaines, plusieurs mesures qui vont rendre difficile la position de Nixon.

Plus important encore, la révolte se répand dans l'armée U.S. On apprenait par exemple en juillet que les soldats basés aux Philippines font maintenant circuler un journal où ils dénoncent la guerre d'agression U.S. et refusent de se battre au Vietnam. Nixon peut bien essayer de faire des tapages sur ses volontés de Paix à la Conférence de Paris ! Il trompe de moins en moins de monde.

En même temps la position politique de la clique Thieu-Ky se dégrade. Les luttes des étudiants contre le régime sont de plus en plus violentes. Pendant la première quinzaine de juillet, ils ont attaqué plusieurs centres de préparation militaire. Des bonzes et même des députés ré-

clament la paix immédiate. Il ne se passe de jour sans qu'un journal soit interdit.

Du côté des fantoches cambodgiens, cela ne va guère mieux ; un journal bourgeois expliquait l'autre jour que tout le personnel politique de Phnom-Penh se tenait prêt à abandonner Lon-Nol et ses quelques fidèles.

Alors, que Nixon ne se fasse pas trop d'illusions sur le soutien mutuel de ses valets ! Ils ont bien trop de soucis chacun chez eux. Même le gouvernement thaïlandais a dû renoncer à intervenir pour ne pas dégarnir sa propre défense, au moment où le mouvement populaire thaïlandais se développe.

POUR LES REVOLUTIONNAIRES LA SITUATION EST EXCELLENTE

Car, pour les forces révolutionnaires de la péninsule indochinoise, la situation est excellente : fermement unis pour mener la guerre populaire jusqu'à la victoire, les peuples vietnamien, lao, khmer, portent des coups de plus en plus efficaces.

Partout, c'est le peuple en arme qui a l'initiative. Ainsi, le F.N.L. a remporté, fin juillet, une nouvelle grande victoire en obligeant les Américains à évacuer en catastrophe leur base « RIPCORD » près de Hué, après leur avoir infligé en quelques jours des pertes énormes. Les quelques tentatives de riposte des Américains se terminent piteusement : 4 000 soldats ont râtié pendant 12 jours une région frontalière du Cambodge pour réussir à « tuer deux vietcongs, saisir deux grenades, un fusil et deux bicyclettes » selon leur commandement.

Au Cambodge, les forces populaires du FUNK contrôlent la grande majorité du pays, frappent où elles veulent, attirent les fantoches dans des pièges, attaquent des convois militaires.

Au Laos, le Front Patriotique contrôle désormais entièrement le Sud du pays, que les troupes conseillées par les Américains ont évacuées après avoir subi de nombreuses défaites. Pour retarder leur déroute, l'armée U.S. utilise abondamment des gaz mortels d'une durée de six mois au Laos et au Cambodge notamment, en vain. Tout le matériel des Américains est insuffisant, toutes leurs techniques d'extermination en échec.

Ce qui se passe en Indochine, montre chaque jour que l'impérialisme est un tigre de papier, que la guerre du peuple est invincible, permet aux peuples du monde de mieux assimiler la récente déclaration du Président Mao : « Dans le monde, la tendance principale, c'est la Révolution ».

MOYEN-ORIENT :

« LES GRANDES MANŒUVRES » SOVIÉTO-AMÉRICAINES

On parle de « paix » au Moyen-Orient. Il y a de quoi surprendre : ceux qui épaulent les agresseurs à coups de dollars et de Phantom proposent un « plan de paix » ! Par quel miracle le loup s'est-il transformé en agneau ? Rien de miraculeux pourtant ; l'air de la chanson nous est familier ; des plans de paix ? les plus grands fauteurs de guerre de notre temps en ont une longue expérience. Au Vietnam, ils en ont proposés des dizaines. Tous écrans de fumée pour masquer leurs forfaits ! Tous voués au même destin : le mépris conscient des peuples en lutte !

LE PLAN ROGERS : LIQUIDER LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Chaque jour, la lutte du peuple palestinien croît en puissance et en unité ; chaque jour, les peuples arabes lui apportent un soutien plus efficace ! Les Yankees, échaudés en Indochine, tentent de mettre le holà !

Déjà, en juin dernier, à Amman, par réactionnaires jordaniens interposés, ils ont monté un complot contre les combattants palestiniens ; leur objectif était clair : diviser les combattants, écraser leurs forces organisées. Une pierre qui leur est bien vite retombée sur les pieds ! Les feddayin sont sortis de là plus unis au sein de leur commandement militaire unifié ; ils ont renforcé leurs liens avec le peuple jordanien.

Le « Plan Rogers » c'est une autre tentative, dans le domaine de la « grande politique » ! Il prévoit un cessez-le-feu de trois mois pour la mise en application de la Résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 — reconnaissance de l'Etat sioniste + liberté de navigation sur le canal de Suez contre l'évacuation des territoires occupés en 1967. Du peuple palestinien chassé de son pays par la colonisation sioniste, il n'est pas question ! Au fond, le sens du plan Rogers est simple : un cessez-le-feu pour désarmer la résistance palestinienne afin de mieux la liquider, « en douceur », avec la Résolution de novembre 1967.

UN PARTENAIRE DE TAILLE : LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIÉTIQUE

Pour faire passer le plan Rogers, on a soigné la

mise en scène ; les impérialistes annoncent une « initiative » dite « nouvelle » ! Dans un discours, dont il a le secret, Nasser dit « oui » ! Les Yankees feignent de presser leurs protégés sionistes trop « intransigeants » ! Le « très indépendant » Hussein, fortement tancé par ses maîtres de Washington, emboîte le pas à Nasser... On suppose les « espoirs » de paix ; les diplomates de tout bords ne se sentent plus de joie : « Ah, si les peuples arabes pouvaient gober ça ! »

Dans cette sinistre farce, les Yankees ont trouvé un partenaire de taille ! Un véritable tartuffe, ami des peuples arabes en paroles, et leur ennemi dans les faits : le social-impérialisme soviétique ! Pour masquer leurs convergences d'intérêts avec leurs « compères » américains, les Brejnev et consorts ont fait donner Nasser, susceptible de mieux tromper les peuples arabes. Après le discours de Nasser, Dobrynine se précipite chez Rogers : le « oui » de Nasser, c'est aussi un « oui » soviétique. Qui l'eût cru ? Nasser revient de Moscou ; gageons que là-bas le scénario aura été préparé avec soin.

Car les révisionnistes soviétiques, eux aussi, redoutent fort l'essor de la lutte du peuple palestinien, qui vient bien mal à propos troubler leurs marchandages avec l'impérialisme U.S. au Moyen-Orient.

Que sont les combattants palestiniens ? « La Pravda » a mangé le morceau en juin dernier : « Ce sont des voyous, des gauchistes, et pis encore ! » Tels sont les qualificatifs réservés par les révisionnistes de Moscou, à tous les peuples du monde qui, par leurs luttes contre l'impérialisme et les réactionnaires, viennent troubler la « coexistence pacifique » à la Kroutchev !

L'opération de « paix » au Moyen-Orient est claire : ce n'est que « grandes manœuvres » des deux « grands » qui essaient de s'entendre sur le dos du peuple palestinien et des peuples arabes ! Le peuple palestinien, le fusil à la main, a déjoué tout cela par avance, en rejetant « toute solution pacifique liquidatrice et capitulationniste » (point 7 de « La Plateforme commune de la Résistance palestinienne »). Nous en sommes sûrs, le peuple palestinien saura réduire en cendres toutes ces nouvelles intrigues !

Le peuple de Palestine vaincra !